

Québec, le 23 juin 2010

Monsieur [REDACTED]  
Directeur du Service de la coordination et  
de la vérification en financement politique  
Directeur général des élections

[REDACTED]  
Québec (Québec)  
[REDACTED]

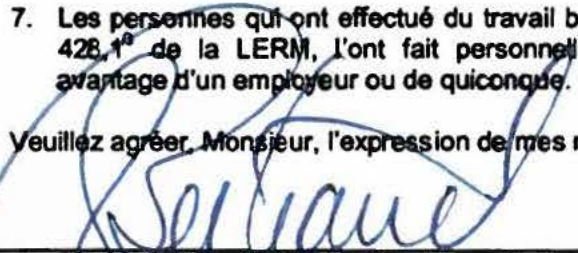
Monsieur,

Relativement à la vérification du rapport financier du parti Pro des Lavallois – Équipe Vaillancourt de la Ville de Laval pour les exercices terminés le 31 décembre 2008 et 2009.

Je vous confirme, à titre de représentant officiel de ce parti, l'exactitude des déclarations suivantes :

1. J'ai mis à votre disposition tous les documents d'information financière et les données connexes figurant dans votre liste des pièces à fournir se rapportant au rapport financier;
2. Toutes les opérations financières du parti ont bien été comptabilisées aux registres comptables;
3. Toutes les contributions recueillies ont été versées par des électeurs en conformité des dispositions de la section IV du chapitre XIII de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, notamment les articles 429, 430, 431, 432, 433, 434, 436, 438, 439 et 440 dont le libellé détaillé figure au verso de la présente;
4. Toutes les activités de financement effectuées sous la responsabilité du parti sont appuyées d'un rapport d'activités;
5. Tous les emprunts, y compris les cautionnements, vous ont été communiqués, sont constatés par écrit conformément à l'article 447 de la LERM et sont adéquatement présentés au rapport financier;
6. Les éléments 2 et 3 sont applicables sous réserve des dispositions des articles 386 et 487 de la LERM;
7. Les personnes qui ont effectué du travail bénévolement au bénéfice du parti et, au sens de l'article 428.1<sup>a</sup> de la LERM, l'ont fait personnellement, volontairement, sans aucune rémunération ou avantage d'un employeur ou de quiconque.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

  
Jean Bertrand, représentant officiel du parti Pro  
des Lavallois de la Ville de Laval

[REDACTED]  
Témoin

Signé à

ce

Laval  
23 juin 2010

## **LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS**

386. Une personne visée à la présente sous-section peut démissionner en transmettant à la personne qui l'a nommée un écrit en ce sens signé par elle. Elle transmet une copie de cet écrit au directeur général des élections.

387. La vacance du poste de représentant officiel ou d'agent officiel d'un parti autorisé ou d'un candidat indépendant doit être comblée le plus tôt possible.

423. Le plus tôt possible après avoir accordé ou retiré son autorisation, le directeur général des élections en donne avis sur son site Internet.

487. Le représentant officiel qui cesse d'exercer ses fonctions doit, dans les 60 jours qui suivent, transmettre au chef du parti ou au candidat indépendant un rapport financier couvrant la période pendant laquelle il a exercé ses fonctions et qui n'est pas couverte par un rapport antérieur, accompagné des reçus délivrés au cours de cette période.

428. Ne sont pas des contributions : 1° le travail effectué personnellement, volontairement et sans contrepartie, ainsi que le fruit de ce travail.

429. Seul un électeur de la municipalité peut faire une contribution.

430. La contribution doit être faite par l'électeur lui-même et, sauf dans le cas de la fourniture d'un service, sur ses propres biens.

431. Le total des contributions ne peut dépasser, au cours d'un même exercice financier, pour un même électeur, la somme de 1 000 \$ à chacun des partis et des candidats indépendants autorisés.

432. La sollicitation d'une contribution ne peut être faite que sous la responsabilité du représentant officiel et que par l'entremise des personnes qu'il désigne par écrit à cette fin.

433. La contribution ne peut être faite qu'au représentant officiel du parti ou du candidat indépendant autorisé auquel elle est destinée ou qu'aux personnes désignées par écrit par ce représentant officiel.

434. Celui qui reçoit la contribution délivre un reçu au donateur.

436. Toute contribution en argent de plus de 100 \$ doit être faite au moyen d'un chèque ou d'un autre ordre de paiement signé par l'électeur, tiré sur son compte dans un établissement financier qui a un bureau au Québec et fait payable à l'ordre du parti ou du candidat indépendant autorisé.

438. Dès qu'elle a été encaissée, une contribution en argent est réputée versée par la personne qui l'a faite et reçue par le parti ou le candidat auquel elle est destinée.

439. Le représentant officiel dépose dans une succursale québécoise d'un établissement financier les fonds du parti ou, selon le cas, ceux que le candidat indépendant a obtenus à ce titre.

440. Toute contribution faite contrairement au présent chapitre doit, au plus tard le trentième jour après que le fait est connu, être restituée au donateur.

Malgré le premier alinéa, le montant de la contribution ou celui auquel elle est évaluée est remis au trésorier qui le verse dans le fonds général de la municipalité lorsque le donateur est introuvable ou qu'il a été trouvé coupable d'avoir contrevenu à l'un des articles 429 à 431 ou 436.

447. L'emprunt doit être constaté par écrit et indiquer les nom et adresse du prêteur, la date, le montant, la durée et le taux d'intérêt de l'emprunt et les modalités de remboursement du capital et de paiement des intérêts, lesquelles doivent tenir compte de l'article 448.